

MARCHE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

« Travaux de mise en sécurité de l'ENSAIT à ROUBAIX »

Marché passé selon l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES / INTERVENANTS	4
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHE.....	5
Article 2.1 - Objet du marché	5
Article 2.2 - Décomposition du marché.	5
Article 2.3 - Forme du marché et procédure de consultation.....	6
Article 2.4 – Délai d'exécution	6
Article 2.5 - Documents contractuels relatifs au présent marché.....	6
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 3.1 – Ouvrages concernés	6
ARTICLE 4 – PRIX DU MARCHE	7
Article 4.1 – Prix ferme.....	7
Article 4.2 - Contenu du prix	7
Article 4.3 - Clause de sauvegarde.....	8
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
Article 5.1 – Délai d'exécution	8
Article 5.2 – Caractéristiques des matériaux et produits	8
Article 5.3 – Implantation des ouvrages	8
Article 5.4 – Préparation et coordination des travaux	8
Article 5.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	8
Article 5.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	9
Article 5.4.3 - Plan d'assurance qualité	9
Article 5.4.4 - Registre de chantier.....	9
Article 5.5 - Etudes d'exécution	9
Article 5.6 - Installation et organisation du chantier	10
Article 5.6.1 - Signalisation de chantier	10
Article 5.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
Article 5.6.3 - Documents à fournir après exécution	10
ARTICLE 6 – RETARDS ET PENALITES D'EXECUTION.....	10
ARTICLE 7 – VERIFICATION DES PRESTATIONS	11
Article 7.1 - Opération de vérification	11
Article 7.2 - Réception des prestations.....	11
Article 7.3 – Garantie de parfait achèvement.....	11
Article 7.4 – Garantie décennale	11
ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES	11

Article 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	11
Article 8.2 - Facturation.....	12
Article 8.2 –Délai global de paiement.....	13
Article 8.3 – Avance	14
Article 8.4 - Paiement des cotraitants.....	14
Article 8.5 - Paiement des sous-traitants	14
Article 8.6 – Acompte et Garantie à première demande	14
ARTICLE 9 - ASSURANCES.....	15
ARTICLE 10 – RESILIATION	15
ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	16
ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	16
Article 12.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	16
Article 12.2 - Obligations du titulaire	16
Article 12.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	17
Article 12.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	17
Article 12.2.3 - Exercice des droits des personnes	17
Article 12.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	18
Article 12.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ENSAIT de ses obligations	18
Article 12.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	18
Article 12.2.7 - Sort des données.....	19
Article 12.2.8 - Délégué à la protection des données	19
Article 12.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	19
Article 12.2.10 - Documentation	19
Article 12.3 - Obligations de l'ENSAIT	19
ARTICLE 13 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	20
ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG.....	20

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES / INTERVENANTS

L'acheteur public

**Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT) N°SIRET
19590338000010**

2, Allée Louise et Victor Champier

59100 Roubaix

Tel : 03.20.25.64.64

Fax : 03.20.25.64.61

Personne signataire des marchés : Monsieur Éric DEVAUX, Directeur, et par délégation
Madame Virginie GUYODO, Directrice Générale des Services

Référent technique : Monsieur Ian-Thomas VANDEPUTTE, Directeur du Patrimoine et de la
logistique

Référent administratif : Monsieur Nolan JEHANNO, Directeur des affaires juridiques et des
marchés publics

Chargé d'opération : Monsieur Cardock Damien et Monsieur Ian thomas Vandeputte, chargé
d'opération d'aménagement courant & directeur patrimoine et logistique.

Le maître d'œuvre

PROJEX

30, place Salvador Allende

59658 Villeneuve d'Ascq

Tel : 03.20.47.03.01

Référent technique : Monsieur Gauthier CARON, Ingénieur Génie Electrique (06.34.36.04.67)

Le contrôle technique

SOCOTEC

11, rue Paul Dubrule CS50446

59814 Lesquin

Et le titulaire du marché

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Article 2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de mise en sécurité des bâtiments de l'ENSAIT à Roubaix, comprenant notamment des interventions sur les équipements de protection incendie, l'accessibilité et la stabilité des structures.

Ce marché est passé selon l'article **R2123-1 du Code de la commande publique** et est soumis aux dispositions du **CCAG-Travaux**.

Article 2.2 - Décomposition du marché.

Le marché est décomposé en 5 lots :

- Lot 01 : Cloisons – Doublage – Faux-plafonds
- Lot 02 : Menuiseries Intérieures
- Lot 03 : Peinture
- Lot 04 : Electricité Courants Forts et Courants Faibles
- Lot 05 : Gros-Œuvre

Il se compose d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle selon les lots.

Tranche ferme :

Travaux de mise en sécurité de l'ENSAIT à ROUBAIX.

Tranche optionnelle :

- Lot 01 : Cloisons – Doublage – Faux-plafonds
 - Travaux de flocage isolant CF1h et calfeutrement CF1h des réseaux au Local CM03 au SS (Local coté galerie après la forge)
- Lot 02 : Menuiseries Intérieures
 - Travaux de dépose au Local CM03 et porte P04 au SS
 - Pose de portes Local CM03 et porte P04 au SS
 - Remplacement plancher technique – provision 50%
- Lot 03 : Peinture
 - Peinture sur boiserie intérieure au Local CM03 et porte P04 au SS
- Lot 05 : Gros Œuvre
 - Remplacement de 2 profilés présentant un affaissement très prononcé en galerie technique au SS

L'affermissement de la tranche optionnelle est conditionné à l'obtention de capacité financière suffisante de l'ENSAIT.

Cet affermissement, s'il a lieu, se fera par une décision expresse de l'ENSAIT notifiée sous la forme d'un ordre de service par le maître d'œuvre à destination du titulaire. A défaut de décision expresse de l'ENSAIT au plus tard 2 mois avant l'échéance du marché, celle-ci sera réputée non-affermie.

Article 2.3 - Forme du marché et procédure de consultation

Le présent marché est un marché public à procédure adaptée selon l'article R2123-1 du Code de la commande publique et sera exécuté par ordre de service.

Article 2.4 – Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la notification du marché par le maître d'ouvrage au titulaire. L'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service transmis par le maître d'œuvre prescrivant au titulaire de commencer les travaux.

Article 2.5 - Documents contractuels relatifs au présent marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des documents contractuels énumérés ci-après) :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot et les documents associés
- Le Règlement de la consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-Travaux, Arrêté du 30 mars 2021), non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire. Il peut être consulté à l'adresse suivante :
[Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - Légifrance](#)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 3.1 – Ouvrages concernés

Les ouvrages concernés par le présent marché sont décrits dans les CCTP des lots concernés.

Article 3.2 – Calendrier estimatif d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé comme suit :

Tranche	Délai
TF	3 mois
TO	Inclus-dans le délai de la tranche ferme

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Le délai limite de notification par le maître d'œuvre de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
Tranche Optionnelle	1 mois

Le titulaire s'engage à respecter le calendrier proposé dans son offre sous peine de subir des pénalités.

Article 3.3 – Disponibilité du titulaire et suivi de l'avancée des travaux

Le titulaire s'engage à désigner un contact dédié à l'exécution et au suivi du présent marché. Celui-ci doit se rendre disponible pour répondre aux sollicitations de la référente techniques de l'ENSAIT et du maître d'œuvre en charge du suivi du marché, et doit pouvoir rendre compte de l'avancée des prestations au fur et à mesure de son exécution.

ARTICLE 4 – PRIX DU MARCHÉ

Article 4.1 – Prix ferme

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Article 4.2 - Contenu du prix

Le prix du présent marché est réputé complet au sens de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, et comprend ainsi toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues par le présent marché sur la base de l'offre détaillée du titulaire.

Article 4.3 - Clause de sauvegarde

En cas d'une augmentation, supérieure à 3% du prix proposé par le titulaire dans son offre pour une raison quelconque pendant l'exécution du marché, l'ENSAIT peut décider de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire sous réserve d'un délai de préavis d'un mois.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 5.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché part à compter de sa notification. Le titulaire est tenu de respecter le délai indiqué dans son offre pour réaliser les prestations. A défaut il s'expose à l'application de pénalités.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **3 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations pour la tranche ferme et inclut la tranche optionnelle.

Conformément à l'article **18.2.2 du CCAG-Travaux**, une prolongation pourra être accordée en cas de force majeure ou de circonstances imprévisibles.

Article 5.2 – Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Article 5.3 – Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

Article 5.4 – Préparation et coordination des travaux

Article 5.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 2 semaines.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Article 5.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 5.4.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions reprises dans la charte Qualité Gestion de l'Association BTP Environnement.

Article 5.4.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Article 5.5 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

Article 5.6 - Installation et organisation du chantier

Article 5.6.1 - Signalisation de chantier

Conformément à l'**article 31.6 du CCAG-Travaux**, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Article 5.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Article 5.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'**article 40 du CCAG-Travaux**.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 6 – RETARDS ET PENALITES D'EXECUTION

Toutes les pénalités journalières décrites au présent CCP s'entendent par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'**article 19.2.1 du CCAG-Travaux** le titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 €.

Par dérogation à l'**article 19.2.2 du CCAG-Travaux** le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'ENSAIT de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas de retard dans l'exécution des travaux imputable au titulaire, des pénalités de **100 € par jour de retard** seront appliquées.

En cas de mauvaise exécution des prestations objets du présent marché, comme par exemple, l'absence de réponse à une sollicitation du maître d'œuvre dans un délai de 48h à compter de cette sollicitation, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par manquement.

Lorsque l'ENSAIT envisage d'appliquer des pénalités, le titulaire sera invité, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ou le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'ENSAIT considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

ARTICLE 7 – VERIFICATION DES PRESTATIONS

Article 7.1 - Opération de vérification

Par dérogation à l'**article 41 du CCAG-Travaux**, le maître d'œuvre procède aux opérations de vérification des prestations réalisées. Il dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour faire remonter ses observations le cas échéant. Le point de départ de ce délai est la date de réception du rapport de présentation transmis par le titulaire.

Article 7.2 - Réception des prestations

A l'issue des opérations de vérification, l'ENSAIT prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'**article 41 du CCAG-Travaux**.

Si l'ENSAIT ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 7.1 du présent CCP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Article 7.3 – Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement est de **12 mois** à compter de la réception.

Article 7.4 – Garantie décennale

Le titulaire reste soumis aux obligations d'assurance et à la garantie décennale.

ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES

Article 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'**article 13 du CCAG-Travaux**. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix afférents au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Article 8.2 - Facturation

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;

2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'ENSAIT de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Article 8.2 – Délai global de paiement

Le ou les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique, l'ENSAIT disposera d'un délai maximum de 30 jours à réception de la facture, dès lors que le service est fait et certifié comme tel par le maître d'œuvre.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le paiement a lieu après service fait sur présentation d'une ou plusieurs factures détaillées correspondant au montant convenu dans le bon de commande, accompagnée d'une certification de service fait du ou des référent(s) technique de l'ENSAIT.

Article 8.3 – Avance

Conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire, celui-ci a droit à une avance de 30% du montant de chaque bon de commande sous réserve qu'il transmette à l'ENSAIT une garantie à première demande correspondant à ces 30%.

Article 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Article 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 8.6 – Acompte et Garantie à première demande

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le titulaire peut percevoir une avance de **30%** sous réserve de constitution d'une garantie à première demande.

Le paiement des acomptes sera effectué selon l'avancement des travaux.

Conformément l'article L2191-4 du code de la commande publique, le titulaire a le droit au versement d'acomptes dès lors que les prestations prévues au marché ont commencé à être exécutées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Une demande de paiement des acomptes par trimestre pourra être transmises à l'ENSAIT par le titulaire au cours de l'exécution du marché.

Ces demandes de paiement devront obligatoirement mentionner :

- Le montant des prestations (HT/TTC), diminué le cas échéant des réfections prévues à l'article 11 du présent marché.
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires correspondant aux documents financiers du marché en précisant si les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non.
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix le cas échéant.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci.
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total (HT/TTC) ainsi que, le cas échéant, les variations de prix (HT/TTC).

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Conformément à l'**article 8 du CCAG-Travaux**, lors de la remise de son offre ou dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité civile et décennale à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'ENSAIT et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies **aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux**.

L'ENSAIT peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement du marché, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas de circonstances particulières. L'ENSAIT peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Le cas échéant cette indemnité sera limitée à 5% du montant de la tranche ferme du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire, elle prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut la date de sa notification.

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'ENSAIT peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Si le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ENSAIT peut résilier le marché.

L'ENSAIT peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas prévus à **l'article 50 du CCAG-Travaux**.

ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaut d'exécution ou de retard de livraison, le titulaire sera mis en demeure d'exécuter la commande par mail.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans cette hypothèse, en cas de différence de prix au détriment de l'ENSAIT, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ENSAIT est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le règlement européen sur la protection des données, ci-après désigné « RGPD ».

Article 12.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ENSAIT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Article 12.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'ENSAIT.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'ENSAIT. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'ENSAIT avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Article 12.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'ENSAIT de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'ENSAIT dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'ENSAIT n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'ENSAIT. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENSAIT de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Article 12.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'ENSAIT de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Article 12.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'ENSAIT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpd@ensait.fr

Article 12.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'ENSAIT toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par e-mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'ENSAIT, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'ENSAIT, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Article 12.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ENSAIT de ses obligations

Le titulaire aide l'ENSAIT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Article 12.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 12.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Article 12.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'ENSAIT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au RGPD.

Article 12.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ENSAIT comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ENSAIT,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 12.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ENSAIT, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ENSAIT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 12.3 - Obligations de l'ENSAIT

L'ENSAIT s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Conformément à l'article 55.1 du CCAG-Travaux, tout différend entre le titulaire et l'ENSAIT doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend en indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'ENSAIT dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

L'ENSAIT dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de différend qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, la loi française est seule applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Lille situé à l'adresse suivante :

**Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59000 LILLE
03.59.54.23.42**

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG

Le présent CCP déroge aux articles du CCAG-Travaux suivants :

- Article 13.4
- Article 28.1
- Article 41

Le titulaire,
(Signature, paraphe et mention manuscrite « lu et approuvé »
par une personne habilitée à engager
la responsabilité de l'entreprise)